

ont arrêtés sans avoir obtenu satisfaction.

Le bilan est donc partagé : une partie des O.P. ont obtenu les 5 points R.S., ce qui est positif (bien que les jours de grève ne soient payés qu'à 49 %). Mais les revendications qui pouvaient permettre d'étendre (à travail égal salaire égal) n'ont pas été arrachées.

C'est dans ce contexte que débuta la grève reconductible de ceux du 77 avec, comme principales revendications « 300 F pour tous, le maxi pour tous ». Ce qui concernait l'ensemble des travailleurs de Renault. C'était ainsi le problème de la généralisation qui était posé. D'autant plus que des grèves éclataient au 38, dans l'île. Pour la direction de la C.G.T. ce mouvement devait être cassé.

La première attaque frontale (calomnies des bureaucrates de la C.G.T. contre ceux du 77) fut sans effet. Alors, le cassage de la lutte prit une forme plus ouverte : au 77, une partie des militants de la C.G.T. et du P.C.F. reprirent le travail.

Dans le reste de l'usine, ce fut le silence officiel des directions sur les grévistes des 38 et 77. Au meeting central des syndicats de la Régie, alors que les grévistes étaient présents par centaines, pas un mot sur eux. Et puis il y eut l'isolement : un débrayage de deux heures prévu pour le vendredi 2 février (des professionnels) fut annulé au dernier moment. Quant aux déclarations extérieures en direction de la classe ouvrière, elles devinrent de plus en plus vagues. Quelques communiqués de la CGT, parus dans l'« Humanité » condamnèrent « les groupes gauchistes et aventuriers qui n'ont d'autre but que de stopper le mouvement en tentant de le dévoyer ». Mais le ton dominant visait à expliquer que la CGT était partout à la pointe de la lutte.

La poursuite du mouvement au 77 et au 38 pendant quelques jours constituait une situation explosive : la conjonction d'une grève des professionnels et d'OS portait en germe une avancée considérable de l'unité ouvrière à Renault. Au débordement du 77, qui se traduisait par une grève menée par des centaines de travailleurs contre les avis du PCF et de la CGT, se conjuguaient la combativité exacerbée des OS du 38.

La grève des caristes, celle des pistoleteurs, celle du 77 et du 38, celle du Mans, autant de mouvements systématiquement tronçonnés.

En ce sens, la semaine du 17 au 22 février posait objectivement la question de la généralisation. Les conditions de mobilisation et de combativité ont connu cette semaine un niveau qui ne sera plus atteint tout au long du conflit. Les hésitations de la direction qui avaient cédé devant les caristes et les pistoleteurs de Billancourt prouvaient que c'était le moment de passer à l'offensive.

En cassant les luttes les plus avancées de Billancourt, les organisations syndicales, la direction de la CGT comme la direction de la CFDT qui lors de cette semaine décisive n'a fait que suivre la CGT, ont préparé le terrain à la contre-offensive patronale.